

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 1502

22 MAI 1991. — Arrêté royal relatif à la destination du produit net de la vente des pièces frappées en application de l'arrêté royal du 3 septembre 1990 fixant les modalités d'émission de pièces bicolores de 10 et 20 Ecu, millésimés 1990-1991

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juin 1990 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 4, modifié par la loi du 28 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 mai 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le produit net de la vente des pièces frappées en application de l'arrêté royal du 3 septembre 1990 fixant les modalités d'émission de pièces bicolores de 10 et 20 Ecu, millésimés 1990 et 1991, est transféré au profit de la Fondation Roi Baudouin.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 1502

22 MEI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de bestemming van de netto-opbrengst van de verkoop van de geslagen muntstukken overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 september 1990 tot vaststelling van de wijze van uitgifte van de tweekleurige muntstukken van 10 en 20 Ecu, jaartal 1990-1991

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juni 1990 tot oprichting van een Muntfonds, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 mei 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De netto-opbrengst van de verkoop van de geslagen muntstukken overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 september 1990 tot vaststelling van de wijze van uitgifte van de tweekleurige muntstukken van 10 en 20 Ecu, jaartal 1990 en 1991 wordt overgemaakt ten gunste van de Koning Boudewijnstichting

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 91 — 1503

15 MAI 1991. — Arrêté royal déterminant les modalités d'octroi de l'indemnité supplémentaire visée à l'article 21, § 6, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, notamment l'article 21, § 6, inséré par la loi du 20 avril 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1979, notamment l'article 13, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prendre sans délai les normes d'exécution de l'article 21, § 6, des lois portant le statut des objecteurs de conscience en vue d'octroyer aux objecteurs de conscience les plus défavorisés l'indemnité prévue par ledit article;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, donné le 8 octobre 1990;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — De l'introduction de la demande

Article 1er. La demande d'indemnité supplémentaire est introduite par l'objecteur de conscience auprès du centre public d'aide sociale de la commune de sa résidence principale, par lettre recommandée à la poste ou directement contre récépissé.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 91 — 1503

15 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot bepaling van de toekenningsmodaliteiten van de bijkomende vergoeding vermeld in artikel 21, § 6, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, inzonderheid op artikel 21, ingevoegd bij de wet van 20 april 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1979, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de normen tot uitvoering van artikel 21, § 6, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden onverwijld moeten worden vastgesteld om de minstbedeelde gewetensbezwaarden de bij dat artikel voorziene vergoeding toe te kennen,

Gelet op het akkoord van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting d.d. 8 oktober 1990;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Indienen van de aanvraag

Artikel 1. De aanvraag om een bijkomende vergoeding wordt door de gewetensbezwaarde bij een ter post aangetekende brief of rechtstreeks tegen ontvangstbewijs ingediend bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats.

Il faut entendre par résidence principale, le lieu où l'intéressé est inscrit aux registres de la population.

Art. 2. La demande mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance et adresse du demandeur ainsi que la date de son entrée en service actif et l'organisme auquel il est affecté;

2° tous renseignements relatifs à sa situation sociale et matérielle.

Sont jointes à la demande :

1° une attestation de composition de ménage délivrée par l'administration communale de la résidence principale;

2° une déclaration de ressources concernant les revenus de l'intéressé et des autres personnes faisant partie de son ménage, établie conformément au modèle prévu pour l'application de la réglementation sur le droit à un minimum de moyens d'existence;

3° facultativement, une déclaration des parents et alliés au premier degré de l'intéressé ne faisant pas partie de son ménage et attestant que ceux-ci n'interviennent pas financièrement en sa faveur.

La déclaration est datée et signée par l'intéressé. Il est indiqué dans la déclaration que les renseignements communiqués sont complets et sincères.

Art. 3. La demande est introduite au plus tôt à la date à laquelle a été notifiée à l'objecteur de conscience la date d'entrée en service actif et au plus tard le dernier jour du deuxième mois qui précède celui au cours duquel il sera mis en congé illimité.

Art. 4. Le jour même de la réception de la demande, le centre public d'aide sociale envoie ou remet, selon le cas, au demandeur un accusé de réception.

CHAPITRE II. — De la procédure d'octroi

Art. 5. Le centre public d'aide sociale procède à une enquête sur les ressources de l'intéressé. Les dispositions légales et réglementaires relatives à l'enquête sur les ressources et au calcul de celles-ci en matière d'octroi du minimum de moyens d'existence, sont applicables.

Art. 6. Dans les trente jours de la réception de la demande, le centre public d'aide sociale transmet au Ministère de l'Intérieur le dossier de la demande et un avis mentionnant notamment :

— si l'intéressé doit être considéré comme ne disposant pas de ressources suffisantes au sens de l'article 21, § 6, des lois portant le statut des objecteurs de conscience et n'est pas en mesure de se les procurer;

— si c'est le cas :

- à partir de quelle date l'intéressé peut prétendre à une indemnité supplémentaire;

- le montant proposé pour l'indemnité supplémentaire, compte tenu des ressources dont bénéficie l'intéressé.

Le même jour le Centre public d'Aide sociale informe le demandeur par écrit de la transmission du dossier et de l'avis.

Art. 7. Le Ministre de l'Intérieur peut ordonner toute enquête administrative en vue de déterminer la résidence principale de l'objecteur de conscience qui a introduit une demande d'indemnité supplémentaire.

Art. 8. Dans les trente jours qui suivent la transmission du dossier au Ministre de l'Intérieur, celui-ci octroie ou refuse l'indemnité supplémentaire.

Sa décision est motivée et notifiée dans les huit jours à l'intéressé par lettre recommandée à la poste et est communiquée au centre public d'aide sociale.

La décision d'octroi indique le montant alloué et la date à partir de laquelle l'indemnité supplémentaire est payée.

Art. 9. L'indemnité supplémentaire est fixée par jour ou par mois. Elle n'est pas due pour les périodes qui ne sont pas assimilées à des périodes de service actif. Elle fait l'objet d'un paiement mensuel, à terme échu.

Le premier paiement de l'indemnité supplémentaire, le cas échéant sous forme d'avance, est effectué dans les quinze jours de la décision.

Art. 10. La décision d'octroi sort ses effets à la date à laquelle l'accusé de réception de la demande a été établi à moins que celle-ci ne soit antérieure à la date d'entrée en service actif de l'objecteur de conscience, auquel cas, la décision sort ses effets à la date d'entrée en service actif.

Als hoofdverblijfplaats dient te worden verstaan, de plaats waar belanghebbende in de bevolkingsregisters is ingeschreven.

Art. 2. Op de aanvraag wordt vermeld :

1° de naam, voornamen, geboorteplaats en -datum en het adres van de aanvrager alsook de datum van zijn werkelijke indiensttreding en de instelling waarvoor hij is aangewezen;

2° alle inlichtingen betreffende zijn sociale en materiële toestand.

Bij aanvraag worden gevoegd :

1° een bewijs van gezinssamenstelling afgeleverd door het gemeentebestuur van de hoofdverblijfplaats;

2° een aangifte van de bestaansmiddelen betreffende de inkomsten van de betrokkene en van de andere personen die tot zijn gezin behoren, opgemaakt volgens het voor de toepassing van de reglementering betreffende het bestaansminimum vastgesteld model;

3° gebeurlijk een aangifte van de ouders en verwanten in de eerste graad van de betrokkene die niet tot zijn gezin behoren, waaruit blijkt dat zij te zijnen gunste niet financieel tussenbeide komen.

De aangifte wordt gedateerd en ondertekend door de betrokkene. In de aangifte wordt vermeld dat de meegedeelde inlichtingen volledig en oprecht zijn.

Art. 3. De aanvraag wordt ten vroegste ingediend op de datum waarop de datum van werkelijke indiensttreding aan de gewetensbezwaarde betekend is en ten laatste op de laatste dag van de tweede maand voorafgaand aan de maand gedurende welke hij met onbepaald verlof zal worden gezonden.

Art. 4. Op de dag zelf van de ontvangst van de aanvraag stuurt of overhandigt, al naargelang van het geval, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de aanvrager een ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsprocedure

Art. 5. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn doet een onderzoek naar de bestaansmiddelen van de betrokkene. De wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het onderzoek naar de bestaansmiddelen en de berekening ervan inzake toekenning van het bestaansminimum zijn van toepassing.

Art. 6. Binnen dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag, stuurt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan de Minister van Binnenlandse Zaken het dossier van de aanvraag toe en een advies waarin met name vermeld is :

— of de betrokkene geacht moet worden geen toereikende bestaansmiddelen te hebben in de zin van artikel 21, § 6, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden en niet in staat is ze te verwerven.

— als dat het geval is :

- vanaf welke datum de betrokkene aanspraak kan maken op een bijkomende vergoeding;

- het voor de bijkomende vergoeding voorgestelde bedrag, rekening houdend met de bestaansmiddelen die de betrokkene geniet.

Dezelfde dag meldt het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn schriftelijk aan de aanvrager de overzending van het dossier en van het advies.

Art. 7. De Minister van Binnenlandse Zaken kan elk administratief onderzoek bevelen om de hoofdverblijfplaats te bepalen van de gewetensbezwaarde die een aanvraag om een bijkomende vergoeding heeft ingediend.

Art. 8. Binnen dertig dagen volgend op de overzending van het dossier naar de Minister van Binnenlandse Zaken verleent of weigert deze de bijkomende vergoeding.

Zijn beslissing wordt met redenen omkleed, binnen acht dagen bij een ter post aangetekende brief aan de betrokkene betekend en wordt meegedeeld aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De beslissing tot toekenning vermeldt het toegekende bedrag en de datum vanaf welke de bijkomende vergoeding wordt betaald.

Art. 9. De bijkomende vergoeding wordt per dag of per maand vastgesteld. Zij is niet verschuldigd voor de periodes die niet gelijkgesteld worden met periodes van werkelijke dienst. Zij wordt maandelijks betaald na het vervallen van de termijn.

De eerste betaling van de bijkomende vergoeding, eventueel onder de vorm van een voorschot, geschiedt binnen de vijftien dagen van de beslissing.

Art. 10. De beslissing tot toekenning heeft uitwerking op de datum van het opstellen van het ontvangstbewijs van de aanvraag behoudens indien deze datum gelegen is voor deze van de werkelijke indiensttreding van de gewetensbezwaarde, in welk geval de beslissing uitwerking heeft op de datum van de werkelijke indiensttreding.

CHAPITRE III. — *Des obligations et des sanctions*

Art. 11. L'objecteur de conscience à qui une indemnité supplémentaire est octroyée, doit faire déclaration immédiate au Ministre de l'Intérieur de tout événement nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur le montant qui lui a été accordé.

Art. 12. L'indemnité supplémentaire est revue ou retirée par le Ministre de l'Intérieur, soit à la demande de l'intéressé, soit d'office, le cas échéant après avis du centre public d'aide sociale.

Art. 13. Le remboursement de l'indemnité supplémentaire peut être poursuivi à charge de l'objecteur de conscience en cas d'omission ou de fausse déclaration de sa part ou d'erreur matérielle.

Art. 14. Sans préjudice de l'application de sanctions disciplinaires ou pénales, l'objecteur de conscience qui omet de déclarer des ressources dont il connaît l'existence, peut se voir refuser le droit à l'indemnité supplémentaire ou suspendre le paiement de celle-ci. La décision est prise par le Ministre de l'Intérieur et est motivée. L'objecteur de conscience est au préalable entendu et invité à produire ses moyens de défense éventuels.

Art. 15. Les décisions prises en vertu des articles 12, 13 et 14 sont notifiées à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE IV. — *Des dispositions finales*

Art. 16. Le coût de l'enquête sociale effectuée par le centre public d'aide sociale est fixé à mille francs par objecteur de conscience et par enquête. Cette somme est à charge du budget du Ministère de l'Intérieur et payée au centre public d'aide sociale saisi.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* et cessera de produire ses effets à l'expiration du délai de deux ans prenant cours à la date d'entrée en vigueur. Toutefois, les décisions d'octroi de l'indemnité supplémentaire prises en vertu du présent arrêté continueront à produire leur effet jusqu'à la fin du terme de service des bénéficiaires.

Art. 18. Notre Premier Ministre, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,
Mme M. SMET

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen en sancties*

Art. 11. De gewetensbezwaarde aan wie een bijkomende vergoeding wordt toegekend, moet bij de Minister van Binnenlandse Zaken onmiddellijk aangifte doen van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op het hem toegekende bedrag.

Art. 12. De bijkomende vergoeding wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken herzien of ingetrokken, hetzij op verzoek van de betrokkene, hetzij ambtshalve, in voorkomend geval na advies van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 13. De terugbetaling van de bijkomende vergoeding kan ten laste van de gewetensbezwaarde worden gevorderd in geval van verzuim of valse aangifte van zijnerwege of bij een materiële fout.

Art. 14. Onverminderd de toepassing van tucht- of penale straffen kan aan de gewetensbezwaarde die verzuimt bestaansmiddelen aan te geven waarvan hij het bestaan kent, het recht op de bijkomende vergoeding geweigerd worden of kan de uitbetaling ervan geschorst worden. De beslissing wordt genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken en met redenen omkleed. De gewetensbezwaarde wordt vooraf gehoord en verzocht zijn eventuele verweermiddelen voor te leggen.

Art. 15. De beslissingen genomen krachtens de artikelen 12, 13 en 14 worden aan de betrokkene betekend bij een ter post aangetekende brief.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De kosten voor het sociaal onderzoek door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verricht zijn vastgesteld op duizend frank per gewetensbezwaarde en per onderzoek. Dit bedrag is ten laste van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en wordt betaald aan het gevatte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op het einde van de periode van twee jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding. Evenwel behouden de beslissingen tot toekenning van de bijkomende vergoeding, genomen krachtens dit besluit, hun uitwerking tot op het einde van de diensttijd van de betrokkenen.

Art. 18. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 mei 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege .
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie
Mevr. M. SMET

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 1504

27 MAART 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van het puntengewicht per leerling, student of interne, bedoeld in artikel 3, § 2, van het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs - II

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs - II, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting, gegeven op 13 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;